Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/POUR-HAITI-HONNEUR-ET-RESPECT-par

POUR HAITI : HONNEUR ET RESPECT

- Internationale -



Date de mise en ligne : mardi 19 janvier 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

La catastrophe qui frappe Haïti a soulevé un élan de solidarité impressionnant à l'échelle mondiale. Cela est bon : la solidarité c'est la tendresse des peuples ! Et l'aide d'urgence est indispensable, quand tout manque -à commencer par l'eau potable-, quand on ne parvient même pas à enterrer les dizaines de milliers de morts...et quand le chaos occasionné par le tremblement de terre vient s'ajouter à une réalité quotidienne déjà marquée par la pénurie d'eau potable et par la faim pour l'immense majorité du peuple haïtien.

Mais cette aide s'accompagne d'un discours tenu par tous les médias et les gouvernements occidentaux qui est une offense à Haïti et qui laisse présager le pire quant aux principes qui régiront la reconstruction du pays. On nous rabâche à longueur d'antenne et d'articles ce qui caractériserait Haïti : pauvreté extrême, délinquance et violence, proximité avec la France qui fait tout pour aider ce pays francophone. Enfin, Haïti, éprouvée il y a deux ans par quatre ouragans dévastateurs et aujourd'hui par ce séisme, serait frappée par une malédiction ! Quand on est maudit, c'est qu'une puissance divine vous punit : on doit être bien criminel pour attirer pareil châtiment !

Ne faudrait-il pas commencer par se demander pourquoi Haïti est si pauvre ?

Haïti colonie française jusqu'à la fin du XVIIIème siècle -alors appelée Saint Domingue et surnommée « la perle des Antilles »- a fait, grâce aux denrées qui y étaient produites au premier rang desquelles le sucre, la richesse de la France. Plus de 400 000 noirs travaillaient pour 30 000 propriétaires français. Les conditions de l'esclavage étaient si atroces que l'espérance de vie des esclaves ne dépassait pas 9 ans et que par conséquent la majorité d'entre eux étaient des « bossales » directement venus d'Afrique.

Lorsque ces esclaves se soulèvent contre leurs bourreaux et la puissance coloniale, leur chef Toussaint Louverture est emprisonné par les Français et meurt dans une prison glaciale du Jura ; Napoléon envoie son armée pour mater la révolte. Le général Leclerc, son beau-frère, dirige l'expédition et écrit à l'empereur : « Voilà mon opinion sur ce pays : il faut supprimer tous les nègres des montagnes, hommes et femmes, et ne garder que les enfants de moins de douze ans, exterminer la moitié des Noirs des plaines, et ne laisser dans la colonie aucun mulâtre portant des galons. » (1) L'armée française est défaite : en 1804, Haïti devient un état indépendant. C'est la première et l'unique fois dans l'histoire de l'humanité que des hommes et des femmes soumis à l'esclavage furent capables à la fois d'abolir l'esclavage, de rendre leur pays indépendant, de le défendre contre une armée réputée invincible et de mettre fin aux structures coloniales.

La révolution haïtienne fut et demeure un exemple pour les peuples opprimés : antiesclavagiste, anticoloniale, dès l'indépendance elle offre sa solidarité à ceux qui luttent pour libérer leurs propres peuples : le Venezuela, Cuba, le Mexique et la jeune république des Etats Unis (où l'esclavage perdurait) reçoivent l'aide d'Haïti pour leur propre émancipation du joug colonial ou de l'esclavage.

Considérée comme un exemple hautement dangereux pour les autres peuples, Haïti fut soumise à un long blocus international. Et elle fut lourdement châtiée, non par un quelconque dieu, mais par la France : alors qu'elle avait été dévastée par la guerre contre la France où un tiers de sa population avait péri et où toutes les infrastructures avaient été détruites, en 1825

Copyright © Le Vénissian

(1)cité par Michel Collon dans « les sept pêchés de Chavez »

Haïti fut sommée, sous la menace d'une invasion militaire, de payer à la France une rançon de 150 millions de francs or pour dédommager ce pays des pertes subies par les colons. Le gouvernement haïtien se plia à cette exigence et Haïti, pour rembourser à la France cette somme dont l'équivalent actuel serait de plus de 20 milliards de dollars, coupa ses arbres pour vendre du bois précieux et surtout s'endetta auprès de banques étrangères : c'est ainsi que se constitua au XIXème siècle la première dette extérieure d'un pays du Sud. Haïti mit près de soixante dix ans à s'acquitter de sa rançon et les ultimes agios couraient encore au début du XXème siècle...

Par la suite, le trésor haïtien fut pillé par une expédition de marines en décembre 1914. S'en suivit une occupation militaire du pays par les Etats Unis qui dura vingt ans, à la fois parce que la résistance haïtienne fut particulièrement farouche (Charlemagne Peralte qui dirigea la résistance paysanne est un martyr dont les Haïtiens gardent la mémoire), parce que les Nord Américains tentèrent d'instaurer à nouveau de grandes plantations qui furent à l'origine d'une nouvelle déforestation et parce que les Etats Unis ne se retirèrent qu'après avoir obtenu l'abolition de l'article de la Constitution qui interdisait à des étrangers de posséder des entreprises en Haïti.

La dictature de la famille Duvalier dura ensuite 29 ans. A leur chute, ils furent accueillis en France avec une fortune de 900 millions de dollars, une somme qui dépassait le montant de la dette extérieure d'alors. Les Duvalier jouissent tranquillement de ces biens en France (tandis que la Suisse vient de restituer à l'Etat haïtien 6 millions de dollars déposés par les Duvalier dans des banques suisses : c'est peu par rapport aux sommes volées à Haïti, mais c'est dans ce sens que la justice devrait s'exercer).

En 1971, Bébé Doc avait succédé à son père : alors que le pays produisait son alimentation jusqu'à cette époque, il fut investi président par le Département d'État pour lancer les politiques qui allaient mettre fin à la souveraineté alimentaire d'Haïti, avec l'intervention du FMI et de la Banque mondiale.
A titre d'exemple : tous les porcs « créoles », base de l'économie de toute unité familiale rurale, furent abattus par un organisme spécialisé pour enrayer la peste porcine africaine soi disant imminente en Haïti -ce dont aucune preuve ne fut apportée-. Cet organisme haïtien d'élimination des porcs opérait à l'instigation des Etats Unis via la BID (Banque Interaméricaine de Développement) et avec la complicité d'autres pays tels le Canada.

Les Etats Unis, en inondant le marché haïtien de riz subventionné dont le prix était inférieur au prix du riz produit localement ont brisé la filière nationale de production de riz. Il en a été de même de tous les produits agricoles de base, de sorte que le dumping des denrées nord-américaines subventionnées par l'État nord-américain pour détruire la production locale qui n'a ni subventions ni moyens, a fini par avoir raison de l'alimentation produite sur place. Victime de cette concurrence déloyale, Haïti est devenue le réceptacle des produits alimentaires de mauvaise qualité des Etats-Unis.

Il faut se demander pourquoi les Etats Unis se sont livrés à cette destruction délibérée de l'agriculture haïtienne au cours des quarante dernières années : au-delà de l'intérêt à disposer d'un marché pour ses produits, intérêt fort relatif au demeurant vu le pouvoir d'achat limité des Haïtiens, a primé le besoin qu'avaient les Etats Unis d'installer des entreprises d'assemblage dans un pays proche de façon à approvisionner le marché nord américain. Les « maquilas » sont massivement installées au Mexique dans la région frontière avec les USA ; elles le sont également en Haïti. Tout a donc été fait pour disposer dans ce pays d'un réservoir de main d'oeuvre réduite à l'oisiveté suite à l'exode rural et prête à accepter n'importe quels salaire et conditions de travail. La voie de l'émigration est pratiquement bloquée et l'on sait combien l'émigration clandestine sur des embarcations de fortune est meurtrière. Des dirigeants haïtiens se sont flattés du résultat de cette politique, qui constitue pour eux l'avantage comparatif d'Haïti dans la compétition mondiale : elle place la main d'oeuvre haïtienne parmi les moins chères du monde. Tout au long de la frontière avec la République dominicaine et dans la capitale se sont donc développées ces entreprises d'assemblage. L'année 2009 a été marquée par de longues luttes ouvrières, relayées par les étudiants, pour obtenir

Copyright © Le Vénissian

une augmentation du salaire minimum : le président Préval s'est lui-même impliqué fortement dans ce débat pour éviter l'augmentation de ce salaire minimum initialement votée par l'assemblée nationale ; il faut dire qu'il subissait la pression de chefs d'entreprise menaçant de fermer leurs usines au cas où les salaires augmenteraient.

la suite sur le blog de danielle

Copyright © Le Vénissian